



Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Agriculture à propos de l'Enseignement Agricole Public et du projet Hectar

L'enseignement agricole gratuit existe, il s'agit du service public... il s'appelle lycée agricole public, centre de formation pour apprenti·es, centre de formation professionnelle et de promotion agricole, exploitation agricole et atelier technologique !

Comme vous avez dû le lire dans la presse, c'est derrière cette banderole que le 29 juin dernier se sont retrouvés pas moins de 150 agents de l'enseignement agricole public. Ils et elles ont répondu à l'appel unitaire d'un large collectif intersyndical (CGT / FO / FSU / UNSA / SUD pour l'enseignement agricole et Confédération Paysanne / FNAF-CGT pour la branche professionnelle) et citoyen (FCPE / CDDEAP / ISF AGRISTA) sur le site de l'école Hectar dans les Yvelines pour la défense des établissements d'enseignement et de formation agricoles publics.

Il est plus que temps, Monsieur le Ministre, que vous mesuriez les effets délétères des politiques combinées de suppression d'emplois d'une part et de marchandisation de la formation d'autre part. Elles affaiblissent et abaissent méthodiquement l'outil public de formation depuis déjà 3 ans. Il faut que cet assèchement cesse et qu'une priorité soit enfin redonnée à l'EA. L'outil public, comme l'avait voulu à raison Edgar Pisani, maille l'ensemble du territoire national. Celui-ci se doit d'être en situation de répondre aux défis conjugués du renouvellement des générations d'agriculteur·rices partant massivement en retraite et de la nécessaire transition agroécologique.

Vous l'aurez compris, si des agent·es issus de l'ensemble des régions de l'Hexagone se sont déplacé·es en nombre en cette fin d'année pourtant harassante, c'est pour vous délivrer ce message directement. S'ils ont choisi le site d'Hectar, c'est pour interpeller tant l'opinion que nos élu·es. En effet, Monsieur le Ministre, jusqu'à présent vous n'avez pris position ouvertement sur ce projet présenté comme rien moins que le « plus grand campus agricole du monde » par ses promoteurs Monsieur Niel et Madame Bourolleau, cela en regard du travail pourtant reconnu de nos EPLEFPA.

N'ayant pas répondu à nos différentes demandes réitérées depuis janvier dans les instances que vous présidez (CNEA comme CTM), notre collectif sollicite une audience en amont de la rentrée afin que nous puissions porter les revendications légitimes de la majorité des personnels, des usager·ères comme des professionnel·es de l'agriculture que nous représentons et que vous nous fassiez part de votre analyse et des mesures que vous envisagez de prendre en faveur de l'Enseignement Agricole Public.

Paris, le 12 juillet 2021